
ÉCOLE ET PARENTS : QUAND LE COMMUNAUTARISME S'INVITE À LA TABLE DE LA RÉPUBLIQUE

Malika SOREL

Ne pas permettre aux enfants issus de l'immigration ce que l'on ne permettrait jamais à ses propres enfants, car on sait que cela les conduirait à s'exclure de la société; voilà à quoi aurait naturellement mené un comportement cohérent.

La France devra renouer, à tous les niveaux, avec l'esprit de cohérence afin que la moisson soit heureuse.

La puissance de l'inconscient collectif

École et parents, le réflexe conduirait presque à s'enfermer dans cette dyade. Pourtant, lorsqu'un enseignant entre en relation avec un parent, n'y a-t-il en présence qu'un enseignant et un parent, qui s'entretiennent de la situation scolaire d'un élève? Lorsqu'un enfant franchit le seuil de son établissement scolaire, est-il immédiatement et systématiquement en mesure de revêtir les habits de l'élève et d'en jouer le jeu?

L'élève n'arrive jamais à l'école à l'état d'une page blanche sur laquelle son enseignant pourrait librement écrire, dans le but de l'éduquer et de l'instruire. Lorsque l'enfant rencontre ses premiers instituteurs, ses parents, premiers éducateurs que l'enfant trouve sur son chemin, lui ont déjà imprimé leur marque; et ces parents continueront d'écrire sur cette page même lorsque le corps enseignant aura entamé la mission qui lui est confiée par la République. L'élève est dans la situation d'une roue dentée dont les dents ont été usinées par ses parents. Si cette roue s'engrène avec aisance dans celle de l'école, la transmission est immédiate. Sinon, l'enseignant doit consacrer une partie de son temps à modifier le système d'engrenages pour rendre possible la transmission, sans certitude de pouvoir éliminer les frottements qui en altèreraient le rendement. C'est ce volet éducatif, opéré au détriment du volet instruction, qui va dès le départ creuser le fossé entre ces "enfants à frottements" et ceux dont la "compatibilité" a été assurée en amont par la famille. C'est sur ce point, décisif pour l'avenir de l'enfant et celui de notre société, que les familles se scindent en deux catégories.

Il est souvent reproché aux parents de l'immigration de démissionner de leur rôle éducatif. Or, dans leur écrasante majorité, ces

parents ne démissionnent pas. Il se trouve qu'ils transmettent leurs propres normes collectives à leurs enfants, et que cela ne correspond pas toujours, loin s'en faut, au contenu de la culture scolaire fondée sur les principes de Liberté-Égalité-Fraternité-Laïcité, lesquels dictent les règles du *vivre ensemble* propres à la société française. Aussi un enseignant face à un parent ne se trouve-t-il pas systématiquement dans une situation de communauté de valeurs. Le parent peut choisir d'accompagner l'école, il peut également choisir de ne pas le faire, et même dans certains cas aller jusqu'à exiger des modifications de la culture scolaire pour qu'elle prenne en compte des éléments de son propre système de valeurs. Il en résulte que les conditions minimales d'exercice de la mission de l'école ne sont plus systématiquement réunies.

La transmission par l'école des idéaux de la République aux enfants des précédentes vagues d'immigration n'a pas été toujours aisée, alors même que les référentiels culturels en présence étaient d'une grande proximité. C'est peu dire que la mission des enseignants est autrement plus difficile lorsque la distance culturelle devient substantielle. Les élèves de l'immigration récente sont en effet très souvent pris en étau entre un inconscient presque exclusivement façonné par l'héritage transmis au sein de leur famille, et la société française, incarnée à leurs yeux par l'école de la République.

L'école égalisatrice et intégratrice gangrenée par la logique de l'école-buffet

Les parents de l'immigration non européenne issus de milieux socio-économiques assez bas (au regard du référentiel de notre société développée) semblent, de prime abord, voir dans la scolarisation de leurs enfants le moyen d'accéder à un meilleur niveau socio-économique; mais ils réalisent très vite que c'est par l'intermédiaire de l'école que risque de s'opérer la transformation de leurs enfants. Par le savoir qu'elle transmet, par la formation des esprits à laquelle elle concourt grandement, par son projet émancipateur qui vise à préparer des citoyens libres, l'école va leur rendre leurs propres enfants dissemblables. Nombre de ces parents mettent alors en œuvre, souvent de manière inconsciente, toutes les stratégies possibles pour dissuader leurs enfants d'adhérer à la philosophie de l'école de la République. Ils scrutent à la loupe tous les faits et gestes de ces enfants, et ce qui ne correspond pas à leur référentiel culturel est rejeté. Ces enfants sont dans la position de coureurs que l'on encouragerait à courir le mieux possible, tout en les retenant par le maillot. La pression morale et psychologique exercée au quotidien sur ces enfants favorise l'émergence de personnalités au registre atrophié et dotées d'une susceptibilité exacerbée. Les enseignants en vivent la traduction au travers d'explosions de violence, et de l'incapacité dans laquelle se trouvent certains élèves à prendre du recul. Cette pression sur les enfants est également à l'origine des revendications communautaires qui ont franchi le seuil de l'école;

les enfants arrivent portant en bandoulière le cahier des charges de leur milieu familial.

Pour de nombreux parents de l'immigration, l'école idéale devrait transmettre des savoirs qui ne poussent pas au développement de l'esprit d'analyse ou de l'esprit critique. Leur idéal serait une école-buffet dans laquelle leurs enfants piocheraient les connaissances et les règles que tolère leur communauté, un buffet sur lequel ils poseraient également leurs propres plats. De toute évidence, une telle approche ruinerait le projet intégrateur de l'école et anéantirait toute ambition d'égalité des chances. Une telle école n'éveillerait ni la curiosité, ni le doute, ni le questionnement. Ce sont pourtant ces qualités fondamentales qui incitent l'élève à aller toujours plus loin dans sa quête des savoirs, et vont lui permettre de développer sa créativité et sa capacité d'innovation. Accepter la notion d'école-buffet, c'est transformer notre système scolaire en un système à deux vitesses, l'un conduisant l'élève à une totale disponibilité d'esprit qui le placerait sur une rampe de lancement, l'autre l'enfermant dans un monde de certitudes qui lui ferait rapidement atteindre un plafond infranchissable.

Très souvent, ce ne sont pas les parents de l'immigration qui se résoudront à éduquer leurs enfants aux idéaux de la République. Le voudraient-ils qu'ils ne seraient pas toujours libres de le faire. Les hommes ne naissent en effet pas tous libres. Tant que l'État s'évertuera à penser que chacun est, aujourd'hui en France, libre de saisir les perches que lui tend la société, alors le fossé ne fera que se creuser entre les enfants de l'immigration du continent africain (Maghreb inclus) et les autres. Les enfants venus d'Asie n'entrent pas dans ce schéma. L'étude des conditions de leur réussite mériterait une publication à part entière.

Quand l'École agit à rebours de ses objectifs

Le plus terrible, c'est que les enfants de l'immigration se dressent contre l'école qui pourtant constitue souvent pour eux, contrairement aux autres enfants, l'unique lieu d'acquisition des codes sociaux et culturels qui leur permettraient de se construire pour être un jour reconnus et acceptés par notre société. S'ils agissent ainsi, c'est qu'ils l'ont identifiée comme l'institution qui symbolise la culture française. Mais ce n'est pas la seule raison. Ils sont éduqués au sein d'un groupe dans lequel l'autoritarisme est monnaie courante, où la liberté individuelle n'existe pas ou se paie au prix fort. L'éducation n'y emprunte guère aux travaux des grands psychologues et psychanalystes. Pour ces enfants, passer d'un tel écosystème à celui de leur école ou de la société française, équivaut à passer de la rigueur la plus extrême au laisser-aller le plus absolu. De plus, le recours à l'empathie et à la justification systématique de l'inconduite, attitudes typiques de notre société, est assimilé, dans leur modèle éducatif qui glorifie la virilité, à un comportement féminin, donc à de la faiblesse. Pour aider ces enfants à se structurer, il est essentiel que l'école

et notre société se muent en espaces de fermeté intelligente, afin qu'elles cessent d'être perçues comme des soupapes de sécurité ou des réceptacles de leurs frustrations, et qu'elles n'alimentent plus le sentiment d'impunité qui encourage la transgression.

Les jeunes de l'immigration pensent, à tort, que la solution à leurs problèmes serait que notre société, à commencer par son école, les reconnaisse comme différents et qu'elle adopte un modèle basé sur des politiques de diversité. Y consentir ne résoudrait en rien leurs problèmes, mais aggraverait considérablement le risque que la République devienne otage de communautés qui se dresseraient chaque jour davantage les unes contre les autres, pour défendre leurs intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

L'école s'est laissée convaincre qu'elle parviendrait à prendre plus facilement la main de ces enfants en partant de leur propre histoire et de leur propre culture. C'est le contraire qui s'est produit. L'école, qui était le lieu privilégié d'intégration, le lieu où l'adhésion au projet collectif se construisait pas à pas, est devenue le lieu où chacun arbore comme un étendard sa prétendue diversité et s'agite bruyamment pour contraindre l'adulte à la respecter. L'école subit aujourd'hui, et de manière très concrète, la conséquence de cette idéologie de la diversité, de cette ode au multiculturalisme. Chaque enfant est désormais convaincu de son caractère unique, certain de porter déjà tout en lui et que le maître n'est finalement là que pour le révéler à lui-même. C'est pour cette raison qu'il devient de plus en plus difficile aux enseignants d'exercer leur mission, dans un nombre croissant d'établissements. Parce qu'ils se vivent différents, des élèves refusent de respecter les règles du vivre-ensemble de notre société, rejettent les contenus de certains enseignements, expriment leur mépris des femmes, entravent les apprentissages des élèves sérieux, qu'ils accusent de vouloir "faire leurs *céfrans*", scrutent les faits et gestes de ceux qu'ils identifient comme devant faire partie de leur communauté de valeurs du fait de leur seule naissance, et exercent sur eux des pressions inacceptables dans notre société, où la liberté individuelle n'est pas un concept vide de sens. Pourquoi persister à réduire toute cette problématique à une question de niveau social des parents, au nombre d'étages de la tour qu'ils habitent, ou encore à la vétusté de leur cage d'escaliers? Les Français le savent bien: jamais la pauvreté n'a conduit au non-respect des règles qui permettent de vivre ensemble. Il n'est que temps de rendre aux pauvres la dignité que cette analyse "écume des vagues" leur a enlevée.

Restaurer les conditions d'exercice de la mission de l'École

Pour aider l'École à faire face à ce communautarisme, de nombreuses actions doivent être conduites simultanément. Il est primordial d'aider les enfants de l'immigration à se construire des attaches affectives et culturelles avec la société française. Cela se

fera par un apprentissage sérieux et exigeant de la langue, par la lecture de contes qui leur permettront de se construire un imaginaire qui plonge ses racines dans la culture européenne, par les chansons enfantines... Pour atteindre cet objectif, les effectifs des classes de maternelle et des deux premières années de primaire devront être réduits. Là où c'est nécessaire, la classe de CP devra bénéficier de la présence d'un adulte supplémentaire qui viendra épauler l'enseignant. Avoir appris à bien lire dès cet âge-là augmente de manière décisive la probabilité que l'enfant puisse ensuite aimer les livres, le savoir, et son école qui représente à ses yeux la société française. C'est à une course contre la montre que doit se livrer l'institution scolaire, car en grandissant, les enfants seront moins accessibles.

On en déduira aisément que les moyens financiers considérables qui ont été affectés au bâti dans le cadre du programme de rénovation urbaine ne ciblaient pas du tout le cœur du problème et n'avaient, de ce fait, aucune chance de le résoudre. C'est aux missions d'éducation et d'instruction que l'engagement financier doit être consacré. De même, notre société doit renouer avec la responsabilisation des parents, et cesser la surenchère qui consiste à faire porter la responsabilité à des enfants de plus en plus jeunes. Contrairement aux apparences, leurs parents occupent une position centrale, et c'est à ce titre que leurs enfants leur doivent un respect inconditionnel. C'est bien davantage la crainte que leurs parents ne se retrouvent placés face à leurs responsabilités qui amènera de nombreux jeunes à rompre avec leurs attitudes rebelles, que la peur de se trouver eux-mêmes mis en défaut.

Il est d'autre part urgent de tourner le dos à l'idéologie victimaire qui injecte le poison de la haine dans le cœur des enfants et des familles de l'immigration. Quel parent responsable assènerait à l'un de ses enfants que la fratrie est responsable de ses déboires? De plus, par un effet pervers redoutable, cette idéologie démobilise et empêche l'engagement de ces élèves, qui se disent : à quoi bon s'astreindre à étudier et à développer de lourds efforts durant de longues années, puisque les Français discriminent?

Les enfants de l'immigration ont besoin que l'on soit honnête avec eux et qu'on leur dise, ainsi qu'à leurs familles, la vérité sur le fonctionnement de notre société. Le concept d'ascenseur social, qui renvoie une image de passivité, est désastreux car il leurre familles et enfants. Dans notre société, la réussite et la reconnaissance sont fruits d'un long et lourd engagement, tant des familles que de l'élève. Leur déception, en bout de parcours, alimente leur rejet de notre société et leur repli communautaire.

Les enfants de l'immigration ont besoin d'être traités avec la même exigence que les autres enfants. Rien ne les dessert davantage que le misérabilisme et la condescendance. Quelle logique conduit à se satisfaire, pour eux, de ce qui est considéré comme insuffisant pour d'autres? Alléger les exigences, faire disparaître les

notes pour rendre leurs lacunes invisibles, tout cela contribuera à leur malheur, à celui de l'école et de notre société. Ces enfants et leurs parents succomberont en effet à cette mascarade tandis que d'autres, qui auront perdu confiance dans l'école publique et disposeront de moyens plus conséquents, recourront à des cours particuliers ou à l'enseignement privé, qui continuera de concrétiser des ambitions réelles, et non artificielles.

Les difficultés rencontrées depuis près de trente ans par l'État à défendre nos principes fondamentaux, ont largement contribué à la crispation que nous observons. Nous avons, sans réfléchir aux conséquences, envoyé le signal que ces principes fondamentaux pouvaient être accommodés. Comment s'étonner ensuite qu'ils soient de moins en moins respectés, et que l'on cherche même à les remplacer par d'autres? Comment espérer que la laïcité soit respectée quand on évoque une "laïcité positive" qui aboutirait, dans les faits, à l'enterrement de celle de 1905? Comment espérer faire respecter la notion d'égalité quand la "discrimination positive" est mise en œuvre? Comment faire partager le contenu de notre fraternité quand on laisse se développer une indignation à géométrie variable, qui conduit à passer sous silence tout ce qui procède du racisme anti-Blancs? Comment espérer aider les élèves à apprendre à vivre ensemble lorsqu'on en vient à remettre en cause le cœur même de la mission de l'École de la République, à savoir la transmission des valeurs? Les acteurs publics ont un devoir d'exemplarité dans le respect des fondations de la maison France, car l'École ne peut réussir seule à réparer tous les dégâts.

De nombreux autres facteurs jouent un rôle dans ce sujet. Je n'en citerai encore qu'un, qui constitue une source majeure des difficultés de l'école, car sans sa résolution, les efforts qui auront été entrepris et les progrès qui auront été réalisés se trouveront, tôt ou tard, défaits.

Que s'est-il passé pour que les familles de l'immigration se replient tant sur leur culture d'origine et en viennent à poser leurs exigences à l'École de la République, entravant la réalisation de ses objectifs et fragilisant, de ce fait, le parcours scolaire de leurs enfants?

Il y a seulement trente ans, lorsqu'une famille migrait en France, elle venait s'installer au sein de la société française. Aujourd'hui, sous la double influence des flux migratoires et du taux de natalité fort élevé au sein de ces populations, une famille de l'immigration vient rejoindre son groupe culturel, qui a constitué une réplique de sa société d'origine.

Un groupe qui tire sa force de sa taille n'a strictement aucun intérêt à laisser ses membres présumés évoluer vers l'adhésion à d'autres valeurs que celles qui le caractérisent. La pression exercée sur chacun des membres s'est accrue avec la taille du groupe. L'effort développé par l'école pour accomplir sa mission émancipatrice de l'individu ne suffit plus. La question des flux migratoires joue un rôle majeur dans le défi du communautarisme auquel l'École de la République se retrouve confrontée.

Il est vain d'espérer la mixité culturelle, rebaptisée mixité sociale, comme solution possible, car elle n'est mathématiquement plus réalisable du fait de l'importance des deux flux sus-cités. En l'état actuel des problèmes recensés sur le terrain, il ne serait au demeurant pas responsable de participer à créer des tensions là où elles n'existent pas encore. Viendrait-il à l'idée d'un pompier de disperser des braises pour lutter contre un incendie ?

La suppression de la carte scolaire était d'une grande inconscience, quand il était prévisible que cela aggraverait significativement la situation des enfants captifs, et précipiterait dans une plus grande détresse éducative les établissements délaissés. Un lien direct existe en effet entre l'appétence des familles pour l'École de la République, qui se traduit dans les résultats scolaires de leurs enfants, et l'adhésion de ces mêmes familles aux règles de notre bien-vivre ensemble. Cela signifie que l'hémorragie des bons élèves, des élèves sérieux et de ceux qui ont du potentiel ne peut, dans les établissements délaissés, que favoriser le communautarisme, avec son cortège de revendications culturelles.

Conclusion

L'École peine, chaque année davantage, à constituer l'espace d'intégration sociale et culturelle qu'elle a été et qu'elle continue, malgré tout, d'être encore pour certains enfants. Notre société peut-elle se permettre encore longtemps le luxe d'ignorer que l'École de la République se trouve confrontée à un défi qui de loin la dépasse ? Même s'il existe des causes endogènes, la difficulté de l'École à assumer sa mission de manière pleine et entière est largement due à des facteurs exogènes. La restauration des conditions d'exercice de la mission de l'École de la République devient l'urgence absolue, une priorité nationale, car du degré d'accomplissement de cette mission dépendent l'harmonie du corps social d'une part, et l'intégrité du corps politique, ou corps national, d'autre part.

Malika SOREL

Membre du Haut Conseil à l'Intégration¹

1. Auteur du livre "Le puzzle de l'intégration". 2007. *Mille et une nuits*.
